

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je vous remercie pour votre invitation, mais elle était hélas trop tardive pour pouvoir m'organiser en sorte de participer à vos réunions.

Par contre, j'ai lu votre note synthétique et permettez-moi d'y apporter quelques remarques :

la citation de Jaurès en tête est tout à fait adéquate. Mais, dans l'ensemble votre note présente une synthèse en admettant de facto l'état des choses et des affaires. Je pense qu'il faut remettre en cause toutes les conditions qui nous ont amenés à cet état de fait, tel l'enfant qui sans cesse demande "pourquoi ?", mais aussi "qui ?" ou "quoi ?". Dans les prochains jours, d'ici le 20 courant, je vous adresserai un mémo plus complet que les remarques qui suivent.

Sur le premier paragraphe, je reviens sur la "gestion irresponsable des ressources naturelles": qu'est-ce que cela veut dire ? A titre d'exemple, le développement de nouvelles technologies d'extraction du pétrole ont permis de relancer l'exploitation de puits de pétrole à Bakou supposés épuisés il y a trente ans. En 1974, lors de la campagne présidentielle en France, on nous promettait 50 ans de réserve. 35 ans plus tard, on nous annonce 70 ans de réserves ! A l'autre bout, la pression mise sur la rareté des ressources, a permis d'améliorer la consommation de ces ressources: à titre d'exemple, depuis 35 ans, la consommation d'une berline est restée modo grosso la même (aux environs de 7l/100km), mais son poids a été augmenté de moitié, pour le principal dû à l'augmentation des équipements à bord, notamment de sécurité, qu'ils soient passifs (Airbag) ou actifs (ABS, EPS...). Par rapport à l'irresponsabilité, je persiste à penser que nous devons quoi qu'il arrive, continuer à produire du CO<sub>2</sub>, ne serait-ce qu'au nom de la préservation de la Vie.

Dans le paragraphe suivant, vous parlez des "impacts, encore réversibles, du dérèglement climatique". Depuis 1976, je suis allé de nombreuses fois sur le Glacier Blanc dans le Massif des Ecrins, sur une base annuelle, certes avec quelques trous. Nier qu'il y a eu réchauffement durant cette trentaine, serait pure folie de ma part. Entre 1976 et 1978, le Glacier Blanc a reculé. En 1979, il a commencé à progresser. Mais en 1983, il avait reculé par rapport à son niveau de 1979. Depuis, il n'a eu de cesse de reculer, mais j'ai pu noter une stabilisation depuis 2007. Il y a donc eu un réchauffement climatique indéniable, mais la pollution par le CO<sub>2</sub> ne saurait que constituer qu'un facteur aggravant, le plus important étant l'activité du Soleil et la variation de la position de la Terre sur son orbite, toutes choses qui ne sont pas analysées pour la construction des modèles informatiques construits au bénéfice des écologistes (qu'ils s'appellent WWF ou Al Gore) pour la construction de scénarios catastrophistes. Je veux faire une distinction entre écologie et écologisme. Autant René

Dumont fut un honnête homme, autant Yves Cochet est un escroc.

Page 1: "surconsommation": assertion sans fondement (cf. Plus haut)

Page 1: "plus grand échec du marché": de la même façon que Bentham et Malthus ont servi de caution morale à l'ordre immoral de la Compagnie des Indes Orientales, théorisée par Adam Smith, autant l'écologisme – à ne pas confondre avec l'écologie – sert de caution morale au néolibéralisme.

Page 2, 1er paragraphe: Effectivement, l'Union Européenne n'est pas à la hauteur des enjeux. Alors, commençons par revoir l'article 104 du Traité de Maastricht: il en va de la Vie.

Page 2, 2ème paragraphe: "ses finances publiques sont exsangues". Il faut ici revenir sur l'esprit de l'article 25 de la loi 75-7 du 3 janvier 1973 abrogé par la loi 93-980 entrée en application le 1er janvier 1994 au titre de l'article 104 du Traité de Maastricht: "Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France." Cet article a interdit de facto à l'Etat de lever des crédits pour la construction d'infrastructures efficaces et efficientes. Toutes les infrastructures construites depuis (centrales nucléaires, TGVs, etc..) ont donc dû être construites par la contraction de dettes par les organismes gouvernementaux auprès des institutions bancaires. A titre d'exemple, en 1979, la dette s'élevait à 239 milliards d'Euros, en 2008 à 1327 milliards d'Euros: ainsi avec ce système de dettes, nous avons augmenté notre dette de 1088 milliards d'Euros, alors que dans le même temps, on a réglé 1306 milliards d'Euros au titre des intérêts. Il est urgent de revenir à un système de crédit existant auparavant, mais cette fois-ci au niveau européen. Je note que dans le même temps, le Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) en Allemagne a subi aussi la même transformation: d'organisme émettrice de crédit, elle est devenue une simple administration gestionnaire de dettes. Cet article 104 a même pris au piège Jacques Delors, lorsque en sortant de ses responsabilités de Président de la Commission Européenne, il s'est vu offensé d'une fin de nos recevoir quant aux quatorze projets d'infrastructures transeuropéens qu'il proposait alors.

Plutôt que de parler de "compétitivité de l'offre France", on devrait rappeler que la France possède une des meilleures productivités au Monde: la France était probablement la seule capable d'affronter les 35h dès lors que l'on investissait dans la productivité, ce qui n'a pas pu être fait sous la contrainte des critères de Maastricht. A cet égard, je veux ici rappeler que les hommes ne se nourrissent pas de papier, fut-il de monnaie (compétitivité), mais des produits fournis par l'infrastructure, l'agriculture, l'industrie, l'éducation et la sécurité sociale (productivité).

Page 2, dans le Premièrement, vous parlez de "préserver les biens publics

mondiaux". Il faudrait corriger par "préserver et développer les biens publics mondiaux". La seule préservation ne saurait contenir l'être humain dans sa recherche du bonheur et dans son droit inaliénable à la croissance. Cette remarque vaut à chaque fois que vous parlez de préservation dans les pages suivantes.

Page 4: "Gouvernement Economique Européen". Oui, mais à condition qu'il soit souverain, c'est à dire élu par une voie directe ou indirecte par l'ensemble des citoyens des nations ayant embrassé l'Euro, et eux seuls. Cela passe bien évidemment par une nouvelle rédaction du Traité de Maastricht et une redéfinition drastique des objectifs assignés à la BCE. Il s'agit de passer d'une économie basée sur la contraction de dettes par les Etats à une économie basée sur la mise à disposition de crédits par les Etats.

Page 5: 1er paragraphe: les accords de Bretton Woods ont perdu toute leur cohérence le 15 août 1971, quand Nixon a prononcé la désindexation du dollar sur l'or. Depuis, toutes les institutions nées de ces accords se sont mises au service exclusif des institutions financières pour leur survie et ont été utilisées par elles pour imposer des politiques ultralibérales (voir à sujet "la stratégie du choc, la montée du capitalisme du désastre" de Naomi Klein)

Page 5: dernier paragraphe: "le discours de vérité est donc celui de recourir à une discipline financière contraignante, qui ne fera pas l'économie de hausse des recettes fiscales et de la réduction des dépenses..." NON: la dette actuelle est aujourd'hui irrécouvrable, et ce n'est certainement pas l'économie écologique qui pourra augmenter de façon significative la productivité générale de l'économie pour le remboursement des dettes. En outre, augmenter les impôts dans un contexte de récession très forte ne saura qu'asphyxier les capacités productives. La seule solution me semble t-il est de renouveler l'exploit de Konrad Adenauer en créant le KfW ou bien avant lui, celui d'Alexander Hamilton en créant le Trésor et de bien d'autres, comme par exemple l'administration du Plan menée par Jean Monnet à partir de 1946: convertir les dettes de l'Etat en crédit, au bénéfice de l'expansion économique.

Page 7: dernière phrase du point 2: Un délire écologiste. Je voudrai rappeler que le volume de notre parc nucléaire, énergie verte par excellence, n'a pas évolué depuis nombre d'années alors que dans le même temps, notre population a augmenté significativement (environ 8 millions d'habitants, si je ne m'abuse), sans compter le développement des lignes TGV très grosses consommatrices d'énergie nucléaire, mais aussi en comptant la délocalisation d'industries énergivores délocalisées dorénavant en Inde ou ailleurs sous de meilleurs auspices, en perdant dans cette opération tous les brevets dont l'exploitation nous permettrait de nous relever. Je veux parler entre autres de la production d'acier et

celle d'aluminium, pourtant stratégiques. Alors oui, c'est vrai, aux heures de pointe, la France n'est plus exportatrice comme elle l'était il y a encore quelques années, elle est devenue importatrice. L'idée de lever une taxe verte sur l'électricité est ainsi une hérésie. Vaut mieux dégager les crédits nécessaires à la construction d'une dizaine de tranches supplémentaires.

Page 7: de grâce, ne pensons plus en termes de compétitivité mais en termes de productivité ! (cf. Remarques précédentes)

Page 8: 2ème paragraphe: l'éolien ne saura jamais produire la DFE (Densité de Flux Energétique) nécessaire pour démarrer un TGV. Il devrait être ainsi dévolu à la seule consommation locale des ménages: cela permettrait de ne pas perdre trop d'électricité par effet Joule pour l'alimentation des ménages depuis les centres nucléaires. Par contre, en ce qui concerne l'hydraulique, nous pourrions dorénavant envisager la construction d'installations à deux bassins pour emmagasiner le trop plein d'énergie produite par les centrales nucléaires supplémentaires et le restituer aux heures de pointe, à l'image de ce qui a été fait à Grand-Maison en Isère, installations qui ont montré toute leur efficacité. On devrait ainsi appuyer le développement du Bassin de la Loire, de façon à ce qu'enfin ce fleuve devienne navigable et connectable avec les réseaux fluviaux européens (Seine, Rhin et Rhône). A ce titre, il devient urgent, au titre de l'écologie, de réactiver le projet du canal Rhin-Rhône, entamé mais inachevé pour cause d'extrême écologisme.

Page 8: Point 1: Désolé, mais les "investissements massifs" ne sont envisageables que dans le cadre d'une économie de crédit. Ainsi, je rejette l'idée même du Grand Emprunt, qui sous les contraintes du Traité de Maastricht ne pourrait être évalué qu'à environ 40 milliards. Si on convertit nos dettes en crédit, c'est 1000 milliards. Là, on peut parler d'investissements massifs !

Page 9: "il faut lancer un grand emprunt européen": je crois que la position de FB est d'être contre en France. Ce qui ne vaut pas en France ne saurait convenir à l'échelle européenne (cf. Remarques précédentes)

Page 10: "Ce conseil agirait avec des instruments nouveaux comme une ligne de crédit adossée à la BCE": je suis parfaitement d'accord, mais incompatible avec l'idée de grand emprunt européen. Contradiction donc. Désolé, mais pour ce qui concerne l'économie solidaire, je me déclare incompetent. Cependant, rappeler que les objectifs posés par le CNR et inscrits dans le préambule de notre Constitution me semble adéquat.